

Lettre du Cens

n°16

NOVEMBRE 2021 • TRIMESTRIEL • CENTRE NANTAIS DE SOCIOLOGIE

Edito

Cette 16^{ème} édition de notre Lettre est l'occasion de saluer le dynamisme de notre collectif, y compris au plus fort de la crise sanitaire. L'activité et l'agenda fournis de ces derniers mois rendent compte de cette belle vitalité : manifestations scientifiques, soutenances de thèses, publications, accueils de collègues et de trois doctorants financés, nouveaux contrats de recherche. C'est également l'occasion de nous réjouir à l'heure d'un retour sur site pouvant être appréhendé comme un moment privilégié que nous attendions avec impatience. Ces dernières semaines, toutes et tous avons pu savourer le bonheur de nous retrouver lors de moments de partage intellectuel et convivial (AG, pot de rentrée, bureaux, conseils de laboratoires, séminaires « en présentiel », accueil d'un collègue chercheur étranger...) après ces longs mois éprouvants.

Toutefois, le contexte reste incertain ; la vigilance est de mise à l'heure de Next 2 et de la Nouvelle Université, des réformes de sa gouvernance, notamment de la logique polaire – ou bi-polaire, avec la dissociation des sciences humaines et sociales en deux pôles distincts, « sociétés » et « humanités ». A ces sources d'inquiétudes au plan local, s'ajoute un agenda de réforme au plan national invitant à ne pas baisser la garde.

Corinne Delmas, Séverine Misset

Sommaire

Actualités sensationnelles

- Un chercheur en délégation CNRS :
Baptiste Viaud..... p. 2
Une chercheuse en CRCT :
Ludivine Balland..... p. 2
Un nouveau projet ANR : CHOICE..... p. 3
Trois ingénieur-e-s en mission au CENS... p. 3

Interview de Jean-Luc Bédard..... p. 4

Zoom sur les jeunes chercheurs

- Nouveaux doctorants
Pauline Auffret et Victor Lecomte p. 5
Florian Police..... p. 6
Soutenance de thèse de Mickaël Guérin.. p. 6

Publications..... p. 7

Agenda p. 8

Publications

Carole Billet, Estelle d'Halluin, Bérangère Taxil (dir.), **La catégorisation des acteurs du droit d'asile**, Paris, Editions Mare & Martin, coll. Droit public, 2021, 228 pages.

Qui accueille qui et comment au sein de l'Union européenne dans le contexte actuel de bouleversement et de mondialisation des flux de réfugiés ?

C'est à ces questions que les contributions de cet ouvrage tentent d'apporter des éléments de réponse, en analysant l'évolution des catégories dans le droit d'asile. Tout d'abord les catégories applicables aux personnes accueillies, soit les demandeurs d'asile et les réfugiés. La catégorie des réfugiés elle-même élaborée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale peut être débattue, et les sous-catégories, de plus en plus nombreuses (personnes vulnérables, personnes « indésirables ») questionnent quant à leur intérêt et aux conséquences importantes de leur application. De leur côté, les catégories relatives aux accueillants évoluent également tant au plan des acteurs nationaux (État, acteurs locaux publics et privés) qu'au niveau de l'Union européenne, avec l'implication croissante d'agences aux pouvoirs grandissants.

www.cens.univ-nantes.fr



UNIVERSITÉ DE NANTES





Un chercheur en délégation CNRS

Baptiste Viaud

Les travaux que Baptiste Viaud propose d'entreprendre dans le cadre d'une délégation au CENS en 2021-22 visent à mettre au jour la manière dont les conduites de soin (considérées, au sens le plus large, comme l'ensemble des croyances, représentations et pratiques visant la bonne tenue des corps) sont susceptibles de transformer les corporéités des acteurs lorsqu'elles se déploient dans l'univers spécifique du football professionnel.

1/ Une forme originale de médicalisation ?

Les dirigeants ont largement contribué à ouvrir l'espace du football aux professionnels de santé, et ont participé à installer l'idée même d'une nécessité sanitaire. Un tel processus n'est pas sans effets sur ceux qui le vivent. L'entrée « timide » des médecins sur cet espace, associée aux limites de leurs propres exercices, agit sur la distribution des rôles et des tâches dans la division du travail. Il s'agira alors d'explorer la manière dont d'autres acteurs de santé (kinésithérapeutes, podologues...) sont en position de contester le monopole médical des soins et du savoir. Tout se passe en effet comme si cette forme singulière de médicalisation relevait d'une inversion symbolique par laquelle les professionnels habituellement dominés dans la hiérarchie de la santé se voyaient offrir une possibilité de renverser les rapports de force.

2/ La place des soins dans la fabrique du corps au travail

L'intensification des pratiques de soin, la multiplication des acteurs de santé et le brouillage de leurs mandats respectifs (dans un monde où le massage d'un kinésithérapeute peut paraître plus légitime que le diagnostic d'un médecin) s'accompagnent de profonds changements des corporéités. Il ne s'agit plus simplement de soigner les corps et d'encadrer la prise en charge des préjudices par l'expertise médicale, mais bien de construire des corps améliorés. Le travail consistera à objectiver des styles de corporéité distincts selon les générations de joueurs et à les rapporter aux transformations du marché des soins. Enfin, sera testée l'idée selon laquelle exercer un métier de santé dans cet univers travaille en retour le corps des professionnels eux-mêmes. Cet aspect permet de penser le coût corporel du travail et interroge la manière dont les compétences des travailleurs du soin peuvent être évaluées au prisme de leurs dispositions physiques réelles ou représentées.

Ce projet de recherche est ainsi une invitation à penser la manière dont un corps (dans sa double acception de corps physique et professionnel) est susceptible d'en construire un autre : pour les footballeurs dans un monde qui s'est ouvert à une médicalisation spécifique mais également pour les médecins ou les soignants dans un monde régi par des usages normés du corps et de sa tenue.



Une chercheuse en CRCT

Ludivine Balland

Dans le cadre de sa recherche de type ethnographique sur la socialisation professionnelle des professeurs des écoles, Ludivine Balland souhaite s'intéresser plus spécifiquement aux logiques de démobilitation professionnelle afférentes à l'apprentissage du métier d'enseignant.

Il s'agit d'étendre l'analyse réalisée autour de l'angoisse des professeurs débutants (Balland, 2020) aux relations entre affects et institutions, afin d'envisager les rapports plus ou moins heureux à la formation professionnelle. Considérant que l'analyse des mobilisations et des investissements différenciés dans les institutions repose d'abord sur la rencontre plus ou moins harmonieuse entre des dispositions sociales individuelles et des attentes institutionnelles « faites corps » (Lagroye et Offerlé, 2011), l'enquête voudrait prendre au sérieux les affects qui s'expriment au cours de l'entrée dans le métier de professeur (angoisse, dégoût voire colère) et les interroger sociologiquement comme des rapports à la socialisation professionnelle, non sans effet sur l'engagement dans le métier. Quelles sont les visions du monde charriées dans ces affects ? Quels sont les systèmes de classement sociaux et moraux à l'œuvre dans ces représentations ? Dans cette perspective, il s'agit de comprendre tout d'abord si certains enquêtés sont plus souvent concernés par ces affects et si ceux-ci s'ancrent tendanciellement dans l'ordre social autour de certains profils sociaux pour décrire (et aussi mettre à distance) un ethos ou plus lâchement des valeurs sociales et professionnelles considérées comme plus ou moins éloignées de soi. Il s'agira ensuite de relier ces affects aux attendus institutionnels et plus généralement aux logiques organisationnelles et de travail. Au fond, la recherche portera sur la mesure dans laquelle l'organisation du travail en formation participe à produire ces affects (les modalités de travail n'étant jamais que des aspects purement techniques).

L. Balland, « Le désengagement impossible. L'angoisse des professeurs débutants », *Tracés*, 38, 2020.

J. Lagroye et M. Offerlé, *Sociologie de l'institution*, Paris, Belin, 2011.

Un nouveau projet ANR : CHOICE



Le projet ANR JCJC « CHOICE » (Challenging the Hegemonic Order: The Israeli Case Examined), coordonné par Karine Lamarche, a pour ambition d'étudier la dialectique hégémonie/contre-hégémonie à l'œuvre en Israël aujourd'hui.

Le projet s'intéresse pour cela aux acteur·rice·s qui, par leurs idées, discours et pratiques, remettent en question les représentations du monde social relayées, promues et légitimées par les institutions israéliennes, ainsi qu'aux acteur·rice·s qui, à l'inverse, s'érigent en garant·e·s de l'ordre hégémonique, combattant ainsi celles et ceux qu'ils perçoivent comme des « ennemi·e·s de la nation ». Les prises de positions contre-hégémoniques étudiées dans le cadre de ce projet englobent la reconnaissance de la *Nakba* (i.e. l'expulsion de près de 800.000 Palestinien·ne·s consécutive à la création de l'État d'Israël), la qualification du projet sioniste comme projet colonial, l'appel à transformer l'État d'Israël en un État binational, et d'autres dont le point commun est de susciter de vives controverses. Les pratiques contre-hégémoniques incluent, pour leur part, toutes celles qui substituent à l'idée de séparation celle du *vivre ensemble* et qui placent les valeurs humanistes universelles au-dessus de l'intérêt du peuple juif. Elles vont du refus de servir dans l'armée à la dénonciation des violations du droit international par Israël, en passant par le fait de mettre ses enfants dans une école judéo-arabe, de militer contre l'occupation, de voter pour un parti arabe ou encore de s'installer dans une ville palestinienne. Il s'agira d'étudier, à partir du cas israélien, la manière dont défenseur·se·s et « challengeur·e·s » de l'ordre hégémonique s'affrontent, ainsi que les stratégies adoptées par les second·e·s pour répondre aux attaques qui les visent, les esquiver ou s'y adapter socialement.

Le projet de recherche CHOICE commencera en avril 2022 et durera trois ans. Il rassemble des chercheur·e·s du CENS comme Antoine Vion, Laurence Tual et Kheloudja Amer et des membres d'autres laboratoires comme Stéphane Dufoix (Sophiapol), Valérie Pouzol (LEGS), Benjamin Ferron (Céditec), Lamia Mellal (GERME-IMMRC), Caterina Bandini (CMH), Tal Dor (LIRTES), Sadia Agsous (CESSP) et Nitzan Perelman (LCSP).

Trois ingénieur·e·s en mission au CENS

Théophane Carré, Antoine Ferro et Marine Mahévo sont accueillis au CENS en octobre-novembre pour des missions de valorisation de la recherche.

Antoine Ferro est actuellement en troisième année de doctorat au CENS. Il réalise une recherche en sociologie des religions sur la carrière d'individus engagés dans des nouveaux mouvements religieux d'origine japonaise. **Marine Mahévo** a travaillé comme ingénieure d'études sur les trajectoires socio-économiques et budgétaires des clients en situation d'impayés et/ou de surendettement. Tous les deux ont été recrutés en qualité d'« assistant·e·s archives ouvertes » afin de contribuer à l'enrichissement de la collection du CENS sur la plateforme HAL. Leur recrutement s'inscrit dans le « Plan national pour la Science Ouverte » qui encourage les chercheur·se·s à publier leurs travaux en libre accès. Le travail de Marine et Antoine consiste aussi à signaler dans HAL toute publication affiliée au laboratoire. Ils accompagnent également les chercheurs du CENS dans le dépôt de leurs travaux sur la plateforme.

Théophane Carré, qui vient de terminer son master au sein du parcours TET, a été recruté en tant qu'assistant communication afin de participer à la réalisation des supports de communications du laboratoire, en ligne comme en format papier. Ses missions sont de trois ordres. Il s'agit, d'une part, d'enrichir et de mettre à jour le site internet du CENS (en ajoutant les nouvelles publications des chercheur·se·s, en annonçant les séminaires et colloques, en créant de nouvelles pages pour les nouveaux·elles chercheur·se·s et doctorant·e·s...). D'autre part, il participe à la réalisation de la Lettre du CENS, notamment en préparant la maquette et en travaillant sa mise en forme. Enfin, il réalise un travail d'archivage et d'inventaire des documents (thèses, ouvrages, mémoires, articles et publications des chercheur·se·s du CENS, rapports) exposés dans la salle du CENS pour les répertorier et les mettre en valeur.

Publications

Sébastien Fleuriel, **La convention collective nationale du sport. Un droit sur mesure**, Fontaine, Presses universitaires de Grenoble, 2021, 144 pages.

Régulièrement embauchés en CDD, souvent assujettis à la saison sportive, fréquemment mobilisés sur des horaires atypiques, les salariés du monde sportif souffrent durablement de conditions de travail précaires. Ils sont depuis 2005 protégés par une convention collective supposée améliorer leur sort. Pour autant, est-ce véritablement un mieux ? Comment en est-on arrivé à cette convention ? Qui sont les acteurs ? L'auteur nous fait rentrer dans les coulisses des accords collectifs entre organisations professionnelles et l'État et à la naissance d'une convention collective, celle qui prévaut dans le monde sportif.





Interview de Jean-Luc Bédard



En ce mois d'octobre 2021, le CENS a le plaisir d'accueillir pendant deux semaines Jean-Luc Bédard, anthropologue à l'université TÉLUQ au Québec. Il répond aux questions de Pauline Auffret, doctorante au CENS.

Bonjour Jean-Luc. Pour commencer, peux-tu nous parler de ton parcours professionnel ?

J'ai un parcours assez sinueux donc je vais simplifier un petit peu mon propos, mais disons qu'après le doctorat, où j'ai travaillé sur l'immigration et la question du travail, je me suis intéressé au vieillissement et plus précisément à la question de la transmission du savoir des travailleurs à l'aube de la retraite, c'est-à-dire comment faire en sorte que les travailleurs d'expérience transmettent leurs connaissances et compétences avant de partir à la retraite. Après cela, j'ai travaillé comme chercheur à contrat dans ce domaine. Et ensuite j'ai réussi à ramener l'immigration dans mes recherches en regardant justement le parcours des professionnels français qui viennent s'installer au Québec dans le cadre des Arrangements de Reconnaissance Mutuelle (ARM) France-Québec.

Tu es enseignant-chercheur au Québec, et plus précisément à la TÉLUQ. Est-ce qu'il y a des différences entre être enseignant-chercheur dans cette université et l'être en France ?

Oui. À la TÉLUQ, nous donnons les cours entièrement à distance, c'est comme cela depuis les années 70. Notre rôle de professeur porte, d'une part, sur la conception des cours : il s'agit de créer un contenu et de le mettre en ligne afin que les étudiants soient les plus autonomes pour limiter l'intervention des professeurs. D'autre part, notre rôle consiste à favoriser l'apprentissage et la persévérance des étudiants car il s'agit d'un point critique lorsque les études se font à distance. Nous mettons donc en œuvre un certain nombre de dispositifs qui visent à entretenir la motivation et en ce sens, la réussite des étudiants. C'est pour cela que la conception des cours représente une grosse partie de notre travail car nous cherchons à créer l'envie d'étudier avec des scénarios différents, des variations entre les cours, l'utilisation de documents et supports très différents (textes écrits, sites internet à consulter, vidéos, etc.).

Est-ce que tu peux maintenant nous préciser tes thématiques de recherche ?

Il y a principalement deux fils rouges qui m'intéressent et qui traversent mes recherches. Tout d'abord, l'apprentissage chez le professionnel adulte. Et puis je m'intéresse également aux adaptations institutionnelles qui se font ou ne se font pas dans la mise en place de nouveaux dispositifs qui visent à faciliter l'intégration des professionnels formés à l'étranger. En d'autres termes, je cherche à comprendre comment les institutions s'adaptent dans les aménagements

faits pour les professionnels formés à l'étranger. Je m'intéresse aussi aux professions réglementées, c'est-à-dire que je cherche à comprendre comment elles sont réglementées et de quelle façon ce « système » est fondé.

Et actuellement, as-tu un ou plusieurs projets de recherche en cours ?

Oui présentement, j'ai un projet en cours qui porte sur les réactions ainsi que les positionnements des ordres professionnels qui encadrent les professions réglementées dans le contexte de la Covid, où l'on a fait face à des conditions particulières, avec notamment l'expansion du télétravail. Dans ce cadre, je m'intéresse notamment à comprendre ce qui peut se faire à distance et ce qui ne peut pas. Au-delà de cela, comment est-ce que la crise a représenté une occasion par laquelle ces institutions ont fait avancer des questions qui étaient déjà à l'étude ? Comment ce contexte de crise a-t-il ouvert des possibilités dans le monde du travail ? Finalement, ce projet cherche à comprendre comment les ordres professionnels et les acteurs du monde professionnel ont composé avec la situation et ont fait avancer à la fois des choses liées à la crise et d'autres déjà présentes dans les débats auparavant. Également, je participe à un projet Erasmus + avec des partenaires en France, en Espagne et en Autriche sur l'identification de bonnes pratiques pour la formation à distance avec une approche inclusive. Dans ce cadre, nous cherchons à identifier des bonnes pratiques afin que la formation soit adaptée à tous les publics : pour des personnes ayant des difficultés d'apprentissage par exemple, ou un handicap visuel, auditif, etc. Il s'agit de prendre en compte la diversité du public.

Pour terminer, peux-tu nous parler de ton séjour à Nantes au sein du CENS. Quels étaient les objectifs de ce déplacement ?

L'invitation est venue de Corinne Delmas que je connais depuis quelques années du fait de nos intérêts partagés pour les professions réglementées. Nous avions prévu de nous rencontrer pour voir d'éventuelles possibilités de collaboration. C'est donc un premier contact avec le CENS. J'ai eu l'occasion de rencontrer quelques-uns des professeurs membres du CENS puis les discussions vont se poursuivre cette semaine pour penser à d'éventuels projets en commun.

Et si tu devais garder un souvenir, une idée de ce séjour en France, et plus particulièrement à Nantes ?

C'est surprenant tout ce que l'on connaît mais que l'on ne sait pas qu'on connaît. Les biscuits LU par exemple, bien sûr que je les connaissais mais je ne savais absolument pas que ça venait d'ici, de Nantes !

Merci beaucoup.

zoom sur les jeunes chercheurs

Nouveaux doctorants

Pauline Auffret



Après avoir réalisé un mémoire de recherche qui visait à interroger la construction sociale de la catégorie des « accidents de sport » dans le cadre d'un master STAPS, Pauline Auffret rejoint le CENS afin d'y débiter une thèse portant sur « les experts et usages de la psychologie dans la fabrique des sportifs d'élite », sous la direction de Corinne Delmas et Baptiste Viaud.

Si la sociologie du sport a permis de montrer combien la physiologie des « corps bien faits » ne suffisait pas à elle seule pour penser la fabrique des élites corporelles (dont les trajectoires apparaissent socialement déterminées), les travaux et enquêtes ne se sont jusqu'à présent que peu emparés de la dimension « mentale » de la performance. L'étude des usures psychologiques liées au travail sportif intense permettrait pourtant d'ouvrir un champ de questionnement peu exploré. À partir de quand le travail physique devient-il source de « souffrance mentale » ? Dans quelles conditions sociales et sportives cette souffrance peut-elle prendre les traits d'un problème qu'il convient de dénoncer ? Comment procéder à cette dénonciation ? Auprès de qui ?

Qui sont les professionnels identifiés et sollicités pour avoir compétence dans le suivi et le soin psychologique ? Les préparateurs mentaux sont-ils aussi des « soignants » ? Comment la répartition des rôles et des tâches, entre le soin des sportifs et l'optimisation de leurs performances, s'organise-t-elle ? En prenant au sérieux l'idée que « le mental du sportif », c'est aussi du corps travaillé par des experts qui engagent des savoirs, des pratiques et des représentations différenciées, ce projet doctoral entend interroger d'une manière originale les collectifs qui œuvrent à la production des performances sportives. La contribution de cette thèse pourrait être double. Elle permettrait d'abord de décrire, expliquer et comprendre le travail des « experts du mental », qui restent à ce jour méconnus dans leurs trajectoires comme dans leurs pratiques. Elle offrirait ensuite la possibilité, en s'attachant à mesurer les formes variées de réceptions de leurs discours, d'interroger leurs participations dans l'attachement ou le désengagement des athlètes au projet sportif compétitif.

Victor Lecomte

Poursuivant son cursus en sociologie à Nantes, après une recherche de master 1 portant sur l'entraide agricole et de master 2 consacrée aux reconfigurations du travail et de l'emploi dans une intercommunalité rurale en mutation, Victor Lecomte intègre le CENS et débute une thèse intitulée « Les éleveurs de chevaux, des agriculteurs comme les autres ? Sociologie d'un groupe social hétérogène », sous la direction de Sébastien Fleuriet et Sophie Orange, dans le cadre d'un contrat doctoral financé par l'IFCE et la région Pays de la Loire.

Bien que l'élevage de chevaux soit souvent imagé par son versant professionnel, notamment l'univers des courses hippiques, les éleveurs « amateurs » ou à la frontière de la professionnalisation constituent la majorité des éleveurs d'équidés en France. Pourtant, cette population reste très peu connue. Alors que les travaux portant sur le groupe des éleveurs sont rares, cette thèse a pour but d'aller y voir et d'explorer l'espace social de l'élevage d'équidés dans l'Ouest, où les activités équestres sont très présentes.

À la suite des travaux récents en sociologie agricole et des espaces ruraux, cette thèse entend faire du cheval un analyseur pertinent des mondes agricoles et ruraux et de leurs transformations contemporaines, en portant la focale sur le groupe des éleveurs, ses activités et ses cadres économiques, ainsi que sur sa place dans les campagnes. Croisant méthodes quantitatives et qualitatives, la thèse vise à dessiner la morphologie et les divisions internes du groupe des éleveurs, en étudiant notamment les biographies et les propriétés sociales des éleveurs, ou encore leurs rapports avec la profession agricole et les formes d'organisation collective. Elle étudiera aussi les activités, en restituant les situations, les conditions d'existence et les univers économiques des éleveurs, ainsi que les articulations avec d'autres activités économiques des zones rurales et les établissements de formation aux métiers des équidés. Elle visera enfin à observer dans quelle mesure les activités équestres cohabitent avec d'autres usages de l'espace et s'inscrivent dans des hiérarchies sociales locales.

En objectivant l'espace social de l'élevage de chevaux et en montrant que les activités équestres sont liées à des institutions et à des pratiques au poids économique et symbolique inégal au sein des territoires, cette thèse se veut une contribution à l'étude des dynamiques et des recompositions économiques et sociales en milieu rural.





Nouveaux doctorants

Florian Police

Après un mémoire en deux ans (mention Sciences sociales des religions, cohabilité par l'EPHE-PSL et l'EHESS) portant sur la militance au sein d'un mouvement d'action catholique rurale (Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne), Florian Police rejoint le CENS et débute une thèse intitulée « **La politique au village. Engagements et conflictualités en milieu rural** » sous la direction de Corinne Delmas, co-encadrée par Sophie Orange.



Prolongeant les réflexions entamées en master à propos des questions de politisation et d'engagement en milieu rural, cette thèse entend documenter une politisation et une conflictualité en milieu rural jusqu'ici peu étudiées, tant par la sociologie rurale que par la sociologie de l'action collective, laquelle cible davantage, en France, les mobilisations urbaines. Or, les « campagnes » n'ont jamais été un monde inerte et pacifié, comme en atteste leur histoire ponctuée de révoltes, émeutes, mobilisations sociales. Par ailleurs, si des mouvements contestataires récents tels que les « Gilets jaunes », les « Bonnets rouges » ou les « ZAD » ont contribué à rendre visible cette conflictualité, ces contestations massives et médiatisées ainsi que les formes parfois violentes qu'elles ont prises ne doivent pas faire oublier qu'en milieu rural, de manière éparse et moins médiatisée, surgissent régulièrement des mobilisations « citoyennes », qui invitent à questionner davantage la politisation de ces populations. Ce sont de telles formes moins spectaculaires et ce qu'elles révèlent de l'engagement politique en milieu rural que cette thèse se propose d'éclairer. À rebours d'une perception des sociétés rurales comme déclinantes ou « périphériques », et de visions stéréotypées de leurs habitants (« vrai » peuple de la « France oubliée », ou au contraire prétendus « populistes », voire racistes et ignorants), le projet ciblera des dynamiques plurielles d'engagement et de mobilisation les traversant en fonction de leur ordonnancement social. La thèse s'attachera à éclairer les dynamiques soutenues de résistance (à l'implantation de projets divers, la fermeture de service...) qui prennent des formes diverses et, s'appuient sur des identités et des revendications hétérogènes, autant que les enjeux multiples et le sens que la mobilisation prend pour les différentes parties prenantes. La thèse veut également montrer les effets des mobilisations collectives localisées sur les espaces politiques ruraux, la manière dont s'y exprime la conflictualité et la façon dont s'actualisent les positions et hiérarchies sociales.

Soutenance de thèse



Mickaël Guérin

Mickaël Guérin a soutenu le 24 septembre 2021 sa thèse de sociologie intitulée « **"Travailler comme les Gadje ?" Recomposition des activités économiques et salarisation des Gens du voyage** », sous la direction de Marie Cartier et Jean-Noël Retière.

Les activités économiques des Gens du voyage sont majoritairement abordées sous l'angle du travail indépendant et de la poursuite d'activités traditionnelles. Cette approche partielle de la diversité de leurs pratiques économiques et notamment le peu d'attention porté à leur recours au salariat amènent à minorer les dynamiques de changement et les processus d'acculturation dans lesquels s'inscrivent ces individus. À partir d'une enquête portant sur des Voyageurs adultes installés sur une grande agglomération, majoritairement allocataires du RSA, la thèse envisage leurs activités économiques de façon ouverte et plurielle afin de déconstruire les représentations stéréotypées qui les envisagent essentiellement comme des « pauvres » passifs ou inactifs ou comme s'adonnant uniquement à des activités économiques clandestines et illégales. Se tenant éloigné d'une approche fondée sur les seules « dispositions culturelles » des enquêtés, ce travail montre, d'une part, que leur position au bas de l'échelle sociale (y compris indigène) influence et limite leurs choix d'activités économiques et, d'autre part, qu'ils s'adaptent et se réinventent en permanence pour faire face aux évolutions réglementaires et aux exigences institutionnelles de contractualisation. Pour ces Voyageurs précarisés, le salariat n'apparaît pas systématiquement comme une impossibilité d'ordre culturel au regard de modèles familiaux traditionnels, mais peut parfois laisser la place à des configurations bâties sur des compromis et des arbitrages variables en fonction des ressources des individus. Dans un contexte de déstabilisation de la société salariale, les Voyageurs enquêtés, en s'accommodant d'un modèle économique qui combine activités indépendantes formelles et informelles, minimas sociaux et emplois salariés discontinus, représentent un cas emblématique des populations précarisées.

Jury

Marie Cartier, Professeure,
Université de Nantes

Claire Cossée, Maîtresse de
conférence, Université Paris-Est
Créteil

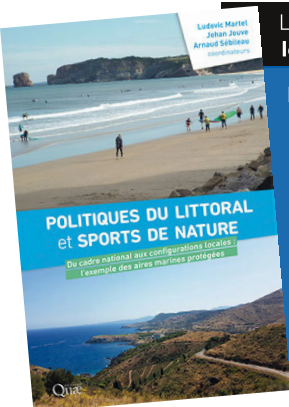
Isabelle Coutant, Directrice de
recherche CNRS, EHESS

Swanie Potot, Chargée de recherche
CNRS, HDR, Université Côte d'Azur

Jean-Noël Retière, Professeur
émérite, Université de Nantes

Maud Simonet, Directrice de
recherche CNRS, Université Paris-
Nanterre

Publications



Ludovic Martel, Johan Jouve, Arnaud Sébileau, **Politiques du littoral et "sports de nature". Du cadre national aux configurations locales: l'exemple des aires marines protégées**, Versailles, QUAE éditions, Hors Collection, 2021, 298 pages.

Depuis l'an 2000, la France mène une politique volontariste en matière d'aires marines protégées : création de l'Agence des aires marines protégées, nouveau cadre législatif, publication du Livre bleu des engagements du Grenelle de la mer, qui enjoint au développement des aires marines protégées... Alors que les « sports de nature » se sont largement diffusés et font l'objet d'une politique visant à maîtriser leurs effets sur les espaces investis, se pose la question du rapport entre ces nouveaux usagers et les instances de gouvernance de la nature. Approche comparative et études de cas ; ingénierie sociale et perspectives analytiques... cet ouvrage est le fruit du travail d'un collectif de chercheurs en sciences humaines, sociales et juridiques. Il analyse les usages récréatifs de la nature du point de vue de leurs représentants au sein des aires marines protégées, d'une part, et des instances de gouvernance, d'autre part. Soutenue par la Fondation de France, l'enquête sur laquelle il s'appuie a porté, durant cinq années, sur neuf aires marines protégées réparties sur l'ensemble du littoral français métropolitain. Un ouvrage à destination des enseignants, scientifiques, étudiants, gestionnaires et usagers des aires marines protégées.

Articles dans des revues à comité de lecture

Albenga V., Delage P., Huguée C., Le Blanc N., Mozziconacci V., **Poullaouec T.**, « Éditorial », *Mouvements : des idées et des luttes*, 2021, n° 107 (3), p. 7-11.

Biland E., **Rafin N.**, Steinmetz H., « Vie privée : quand l'État rame, les femmes et les enfants écopent », *Délibéré*, vol. 12, n° 1, 2021, p. 6-12.

Charbonnier V., **David M.**, Haye M., « Former ou conformer ? Des réformes de la formation des enseignant-es à rebours des enjeux de l'école », *Mouvements : des idées et des luttes*, 2021, n° 107 (3), p. IIa-IIb.

Darbus F., Legrand É., « Dispensé-e-s d'être malades. Les travailleur-euse-s des toutes petites entreprises (coiffure, restauration, bâtiment), des salarié-e-s jamais malades ? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 239, n° 4, 2021, p. 66-81.

Darbus F., « Les coopératives d'activités et d'emploi, une alternative organisationnelle fragile », *Mouvements : des idées et des luttes*, 2021, n° 106 (2), p. 72-81.

Devetter F. X., **Dussuet A.**, Puissant E., « Aide à domicile : le développement du travail gratuit pour faire face aux objectifs inconciliables des politiques publiques », *Mouvements : des idées et des luttes*, 2021, n° 106 (2), p. 90-98.

Einaudi M.-A., Gire C., Malzac P., **Vion A.**, « Contagiosité en pédiatrie et mesures sanitaires en milieu scolaire : quel impact chez les enfants ? », *Éthique & Santé*, Volume 18, Issue 2, 2021, p. 81-87.

Jedlicki F., **Lamarche K.**, Noûs C., « Récupérer une nationalité européenne. Quand des descendants d'Argentins et d'Israéliens mobilisent leurs origines familiales migratoires », *Diasporas. Circulations, migrations, histoire*, avril 2021, n° 36, p. 129-148.

Le Saout R., « Invisibiliser le relèvement de l'indemnité des parlementaires français, un enjeu de l'entre-deux-guerres », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, 2021/3 (n° 34), p. 177-200.

Misset S., « Le management de proximité au cœur de la régulation sociale des carrières », *Sociologie pratique*, n° 42, mai 2021, p. 81-92.

Poullaouec T., "An unquiet mobilization. Working-class families and school in French contemporary society", *British Journal of Sociology of Education*, 2021, p. 537-554.

Poullaouec T., Le Blanc N., « Donner les moyens de l'émancipation par les savoirs », *Mouvements : des idées et des luttes*, 2021, n° 107 (3), p. 158-171.

Chapitres d'ouvrages

Bodin R., **Orange S.**, « Que nous apprennent les réussites "paradoxaes" à l'université ? », in Beaud S., Millet M., *L'université pour quoi faire ?*, Paris, PUF, 2021, p. 87-104.

Charvet M., "Modern Washhouses in Mid-19th Century France: Increasing Working Class Families' Income and/or Keeping Women at Home?", in M. Stirling, D. Sangu (eds.), *Working Women, 1800-2017: A Never-Ending (R)evolution*, Newcastle upon Tyne, Cambridge Scholars Publishers, 2021, p. 79-92.

Caveng R., **Darbus F.**, Denord F., Serre D., Thine S., « Croiser les sources pour étudier les morales », in Duwez E., Merklé P. (dir.), *Un panel Français. L'étude longitudinale par internet pour les sciences sociales (ELIPSS)*, Grandes Enquêtes, Paris, Éditions de l'INED, avril 2021, p. 75-95.

Houdeville G., **Perrier R.**, **Suaud C.**, « L'efficacité citoyenne du service civique à l'épreuve des inégalités sociales », in Mutabazi E., Wallenhorst N., *Une citoyenneté de seconde classe*, Lormont, Le bord de l'eau, juin 2021, p. 167-189.

Huguée C., **Poullaouec T.**, « Comprendre les dessous de la carte scolaire (1/2). Une forte ségrégation sociale entre collèges publics et privés. », in Madoré F., Rivière J., *Atlas social de la métropole nantaise. Au-delà de la ville attractive*, [En ligne], eISSN: 2779 - 5772, mai 2021. <https://asmn.univ-nantes.fr/index.php?id=609>

Huguée C., **Poullaouec T.**, « Comprendre les dessous de la carte scolaire (2/2). De la ségrégation résidentielle aux contournements des collèges publics », in Madoré F., Rivière J., *Atlas social de la métropole nantaise. Au-delà de la ville attractive*, [En ligne], eISSN: 2779 - 5772, mai 2021. <https://asmn.univ-nantes.fr/index.php?id=600>

Perdoncin A., **Poullaouec T.**, Renvoisé M., « La première vague a-t-elle épuisé les soignant-es ? », in Mariot N., Merklé P., Perdoncin A. (dir.), *Personne ne bouge. Une enquête sur le confinement du printemps 2020*, Grenoble, UGA éditions, 2021, p. 57-64.

Poullaouec T. « La « continuité pédagogique » a-t-elle fonctionné ? », in Mariot N., Merklé P., Perdoncin A. (dir.), *Personne ne bouge. Une enquête sur le confinement du printemps 2020*, Grenoble, UGA éditions, 2021, p. 117-124.

Autres articles

Dufraisse S., « Le sportif d'élite en Union soviétique, une figure controversée », *La Pensée*, 401, janvier-mars 2020, Dossier « Sport et émancipation », p. 47-58.

Joncheray H., Burlot F., **Julla-Marcy M.**, « Être un entraîneur performant et préserver sa vie de famille, le jeu est-il perdu d'avance ? », *Revue de l'Association des Entraîneurs Français d'Athlétisme*, n° 240, 2020.

Lamarche K., « Le timide renouveau des mobilisations israéliennes contre l'occupation », *Moyen-Orient*, octobre-décembre 2020, n° 48.

Agenda

Séminaire commun avec le Centre François Viète

3 février 2022

Baptiste Monsaingeon, « "Waste Matters": les polymères de synthèse comme matériaux jetables », 14h-16h Salle du CENS

Séminaire CENS/DCS

16 juin 2022 - 10h

Autour de l'ouvrage d'Emilia Schijman, *À qui appartient le droit ?*

Séminaire Chantiers de recherche

28 octobre 2021

S. Meroueh, « Législation et conflits de qualification du travail des enfants mannequins en France : genèse et enjeux de la loi de 1990 »

16 décembre 2021

C. Ledoux, « Des organisations patronales improbables ? La construction de structures représentant les patron-ne-s de services à domicile en Europe »

3 février 2022

M. Guérin, « L'économie des gens du voyage : du travail indépendant au salariat »

31 mars 2022

J. Godefroy, « Sociologie des influenceurs Instagram »

7 avril 2022

T. Poullaouec, A. Perdoncin, « La France confinée : premiers enseignements d'une enquête longitudinale sur les confinements 2020 et 2021 »

9 juin 2022

Antoine Vion, Titre à définir

Cafés Hal

25 novembre de 13h à 14h

20 janvier de 13h à 14h

3 mars de 13h à 14h

31 mars de 13h à 14h

28 avril de 13h à 14h

Séminaire Impromptus du CENS

7 octobre 2021

Raphaël Chailier (Cresppa - GTM), *Simplex militants. Comment les partis démobilisent les classes populaires*, Paris, Presses Universitaires de France, 2021

25 novembre 2021

Olivier Martin (CERLIS), *L'empire des chiffres. Une sociologie de la quantification*, Malakoff, Armand Colin, 2020, Séminaire commun CENS/PROGEDO

2 décembre 2021

Emmanuel Beaubatie (CESSP), *Transfuges de sexe. Passer les frontières de genre*, Paris, La Découverte, coll. Sciences humaines, 2021

27 janvier 2022, exceptionnellement de 13h30 à 15h30

Michel Offerlé (Centre Maurice Halbwachs), *Ce qu'un patron peut faire. Une sociologie politique des patronats*, Paris, Gallimard, coll. "NRF essais", 2021

3 mars 2022

Christine Détrez (Centre Max Weber) et **Karine Bastide**, *Nos mères Hugettes, Christiane et tant d'autres, une histoire de l'émancipation féminine*, Paris, La Découverte, coll. "L'envers des faits", 2020

2 juin 2022, exceptionnellement de 16h à 18h

Aurore Loretti (ETHICS), *La fabrique des inégalités sociales de santé*, Presses de l'EHESS, 2021

Les ficelles de la thèse

21 octobre 2021

Sophie Louey (CURAPP-ESS), « Enquêter en milieu patronal : stratégies d'avancées et de maintien sur le terrain »

10 février 2022

Giulia Mensitieri (IDHES - Paris Nanterre), « Prendre la mode au sérieux. Un objet de luxe pour la socio-anthropologie politique et du travail »

17 mars 2022

Florent Castagnino (LEMNA-IMT), « Produire une sociologie de la surveillance : de la police ferrovière à la "safe city" »

Soutenance de thèse

19 novembre

Alice Lermusiaux : « La conquête des sciences et des techniques par les infirmières. Une évolution qui ne révolutionne pas l'ordre du genre »

9 décembre

Pierre Camus : « La formation des élus locaux en France (1880-2020). Les conditions d'une institutionnalisation instable »

Comité éditorial

Directrices de publication

Corinne Delmas, Séverine Misset

Comité de rédaction

Marie Arbelot, Marie Charvet, Anaïs Hachet, Sophie Orange

Secrétaires de rédaction et réalisation

Théophane Carré et Laurence Tual

Contributions à ce numéro

P. Auffret, L. Baland, T. Carré, A. Ferro, K. Lamarche, V. Lecomte, M. Mahévo, F. Police, B. Viaud

CENS

Chemin de la Censive du Tertre, 44312 NANTES Cedex 3

cens@univ-nantes.fr